

L'invitation au président du Mexique n'a été officiellement renouvelée qu'il y a quelques jours quand nous avons soulevé la question à la Chambre.

Le Mexique est un partenaire commercial spécial du Canada. Comme si ce n'était pas assez, le 26 novembre, à Guanajvato, au Mexique, une conférence commerciale bilatérale a réuni des représentants de l'association canadienne pour le commerce en Amérique latine et des ministres haut placés du gouvernement mexicain. Les Mexicains considéraient que cette conférence était très importante. Toutefois, malgré l'insistance de l'ambassadeur du Canada au Mexique et de l'ambassadeur du Mexique au Canada pour que nous envoyions à Mexico un membre de notre timide trio du commerce diriger la délégation canadienne et rencontrer le président du Mexique et ses hauts fonctionnaires, les ministres ont dit qu'ils étaient trop occupés pour y aller. Nous avons donc envoyé un directeur général du ministère de l'Industrie et du Commerce. Les Mexicains ont été insultés et offensés.

Cela n'est qu'un exemple de la série d'impairs commis par le gouvernement qui commence à refroidir nos relations avec Mexico au moment même où nous sommes en train de négocier un accord commercial de 6 millions de dollars, qui nous permettrait en outre de dépendre moins du pétrole du Moyen-Orient. Les Mexicains nous aiment et nous respectent et sont prêts à augmenter leurs échanges avec nous.

Le temps ne me permettra pas de passer en revue toute la série de gaffes semblables et d'exemples de l'ineptie et de l'indifférence du gouvernement d'en face dans le domaine du commerce international qui est si important pour nous.

Un de ces jours, je passerai en revue le travail du ministre d'État chargé du Commerce international en ce qui concerne le commerce avec l'Argentine. Je suis au courant des problèmes se rattachant à ce contrat et parce que nous l'avons perdu, il est doublement important de tirer parti de cette leçon très coûteuse au sujet du développement de notre technologie nucléaire. Avant mai, l'Énergie atomique du Canada avait l'avantage en Argentine, mais le gouvernement d'en face a laissé traîner les choses. Il y avait un certain désaccord entre le secrétaire d'État aux affaires extérieures, le premier ministre et d'autres au sujet des ventes de matériel nucléaire.

Il s'ensuit que la décision ne fut prise qu'au mois d'août à la réunion de Jasper, bien que d'autres réunions aient eu lieu en Argentine et que le contrat prévoyait une échéance. On m'a dit que le ministre avait retardé de 10 jours son voyage au Mexique—qu'il me corrige si je me trompe et d'ailleurs j'aimerais qu'il m'en parle un jour. Les Mexicains s'attendaient à accueillir deux ministres, un ministre chevronné et un membre du cabinet restreint et j'ai appris que le nouveau ministre qui y est allé avait eu beaucoup de difficultés à obtenir un rendez-vous avec les concierges.

M. Wilson: Ce n'est pas vrai.

M. Andras: Que la chose soit consignée dans ce cas. J'ai demandé qu'on dépose des documents sur le rendez-vous manqué au Mexique et je me propose de faire la même chose à propos du contrat argentin.

Il y a lieu de s'alarmer de la réputation que le gouvernement est en train de se faire au Moyen-Orient, en Argentine, au

Venezuela, au Mexique et même au Japon, me dit-on. Bien des Canadiens espéraient que les conservateurs auraient fait du bon travail à cet égard.

Je vois que mon temps est presque expiré, monsieur l'Orateur, et je dois dire que je n'ai rien vu dans ce budget qui ait du bon sens. Le gouvernement veut à tout prix réduire le déficit et, en toute franchise, je dois dire que je partage certains de ses objectifs mais, évidemment, je n'approuve pas sa méthode. Ils affirment pouvoir tout réussir en se serrant la ceinture. Sauf erreur ils viennent d'annoncer la plus forte augmentation de taxes depuis la deuxième guerre mondiale. Ces taxes sont rétrogrades et répressives et sèment la zizanie chez les Canadiens. Je ne vois pas comment certains de nos vis-à-vis puissent avoir bonne conscience après avoir présenté un tel budget. Ils ne devraient pas essayer de faire croire aux gens informés qu'ils réussissent à équilibrer le budget et à réduire les besoins de caisse en limitant rigoureusement les dépenses. Eux-mêmes ont approuvé une augmentation des dépenses de 30 milliards en cinq ans, soit une hausse de 60 p. 100. Ils acceptent une hausse annuelle des dépenses de 10 p. 100. Ils nous racontent des histoires en parlant de réductions budgétaires quand en fait, la diminution du déficit est bien faible. Après toutes ces pilules amères, ils nous présentent un bonbon.

C'est de l'humour noir, monsieur l'Orateur. Du ministre des Finances on peut au moins dire une chose, c'est qu'il a beaucoup de charme, mais il est en train de le perdre, monsieur l'Orateur. Mardi soir, après l'exposé budgétaire, personne ne riait de ses plaisanteries. Il s'est vanté que son grand-père avait présenté un budget à Terre-neuve il y a 51 ans. Cela nous ramène à 1928, monsieur l'Orateur. Peu après cette année-là, tout au long des années 30, le Canada a vécu la pire expérience d'un régime conservateur. On me dit aussi que cinq ans après la présentation de ce budget, Terre-Neuve était insolvable.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement doit cesser de piquer du nez et commencer à voler droit. Au début, les Canadiens étaient prêts à laisser au nouveau gouvernement le temps d'apprendre son travail, mais, comme nous l'avons vu l'autre soir, ils commencent à perdre patience. Ce budget pourrait faire beaucoup de tort au pays, monsieur l'Orateur, et je ne pense pas que la Chambre des communes ait d'autre choix que de le rejeter.

L'hon. Ron Atkey (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je participe à cet important débat à titre de ministre chargé de la politique d'emploi du gouvernement. Pour commencer, je dois dire en toute sincérité que je suis bien au courant des graves problèmes que le gouvernement doit affronter à cet égard. Ces problèmes ont été en bonne partie négligés par nos prédécesseurs et il importe que nous prenions tout de suite des mesures directes et efficaces pour les résoudre.

Il existe actuellement au Canada un problème double qui est en même temps paradoxal. Le taux de chômage est extrêmement élevé—personne ne dit le contraire—mais il y a en même temps une pénurie de travailleurs spécialisés. Le gouvernement a l'intention de prendre des mesures pour résoudre ce problème.